FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE







Stéphane Flégeau

secrétaire général adjoint de la Fédération

Le cef est présidé par Abdelaziz Bouabdellah

a pandémie ne s'estompe pas, partout dans le monde les populations sont touchées.
Officiellement, plus de 200 millions de personnes ont été contaminées et quasiment 5 millions sont mortes. A cela s'ajoutent les millions de Covid longs dont les conséquences à long terme sont encore méconnues. Si aujourd'hui les vaccins existent, leur déploiement et leur utilité sont limités par l'utilisation capitaliste qui en est faite, et qui n'a que peu à voir avec des enjeux de santé publique.

Le capital entrave l'accès au vaccin

Les politiques néolibérales d'ajustements structurels vident les caisses des Etats pauvres, les empêchant d'accéder aux vaccins aux prix fixés par les géants de l'industrie pharmaceutique. Oxfam a calculé que le coût de production des vaccins est pourtant dix fois inférieur au prix de vente. En effet, 75% de l'approvisionnement mondial des vaccins est administré dans seulement dix pays, tandis que les Etats à faibles revenus ont vacciné à peine 2% de leurs populations. Depuis le début de la pandémie, la CGT affirme, avec bien d'autres centrales dans le monde, que la vaccination est une solution

indispensable bien que non – suffisante. Les vaccins doivent être produits partout où les capacités existent, et distribués dans le monde entier. Mais au lieu d'un plan mondial d'accès aux soins et aux vaccins, de lever sans condition les brevets, la responsabilité de la situation sanitaire est reportée sur les populations, ce qui est une aberration.

Le climat s'emballe

Cet été aura aussi été marqué par des signes forts et visibles du changement climatique qui touche maintenant l'ensemble de la planète. Nous avons vécu des records de chaleur au Canada, sur le pourtour méditerranéen, des inondations terribles en Belgique et en Allemagne, des tempêtes aux Antilles, à New York en fin de semaine dernière, ou encore des incendies en Grèce, en Turquie, en Algérie, dans le Sud-Est de la France, plus précisément dans le Var, provoquant à chaque fois des désastres durables sur la faune et la flore avec les conséquences que l'on peut imaginer pour les populations. Sans équivoque, l'activité humaine réchauffe la planète, les océans et les terres à un rythme sans précédent.

Au niveau international, c'est le retour des talibans au pouvoir.

Et ils n'ont pas tardé pour mettre en place leur doctrine qui consiste à terroriser les populations, en particulier les femmes, les jeunes qu'ils soient étudiants ou non. La CGT, avec d'autres organisations politiques, se bat pour le droit d'asile.

Industrie et convention collective au cœur de la rentrée

Pour nous métallos et métallotes, cette rentrée sociale nous incombe une responsabilité particulière au vu de la situation de notre industrie et de la négociation de la convention collective. Depuis de nombreux mois, nos filières industrielles, sidérurgie, automobile, aéronautique, énergie, électronique se voient confrontées à une accélération de la stratégie des grands groupes et donneurs d'ordres pour maximiser leur logique financière au profit des actionnaires et au détriment de l'emploi et des investissements dans l'outil industriel. Cette réalité est confirmée par les résultats du CAC 40 après la publication des résultats du premier semestre, 57 milliards de bénéfices, + 33% par rapport à 2019. 12 des 37 sociétés du CAC 40 sont de la métallurgie. Le taux de marge des entreprises a également atteint un niveau record, à 34%. Face à cette situation, de nombreuses luttes sont en cours, comme a pu le montrer le 4 pages de la fédération avant l'été, qui montre que quand la lutte s'engage avec les salariés, les victoires et les avancées sont possibles. Nous devons continuer notre travail par filières, bassins d'emplois à l'exemple de la filière automobile avec les fonderies qui continuent leur combat contre la stratégie des constructeurs et du gouvernement.

Parallèlement, les négociations sur la convention collective continuent avec une UIMM à l'offensive pour aller le plus vite possible à la mise à la signature de l'ensemble des thèmes avant la fin de l'année. C'est un sujet capital pour l'ensemble des métallos car ce sont nos garanties collectives qui sont négociées.

L'agenda est chargé

Cela m'amène aux différents temps forts pour ce dernier semestre 2021 actés par la direction fédérale avec tout d'abord la semaine du 20 au 25 septembre, semaine de déploiement et d'actions avec la convention collective. Pour cela du matériel est à disposition (tracts, affiches, pétitions) pour faire de cette semaine aussi un tremplin pour la journée d'action interprofessionnelle du 5 octobre, mais qui doit aussi nous permettre de travailler à la réussite du 25 novembre, où l'objectif est de mettre 10 000 métallos avenue de Wagram à Paris. Dans le cadre de la préparation du 5 octobre, je pense qu'il faut que l'on intègre l'augmentation du SMIC qui va arriver le 5 octobre. 35 euros bruts. Beaucoup de salariés dans nos entreprises, qui sont juste au dessus du Smic vont se voir rattrapés par le Smic. Cela doit amener l'ouverture de négociations sur les salaires partout où nous sommes présents.

Le dernier BF a débattu du 25 novembre et il est proposé à la direction fédérale d'élargir cette journée d'action à notre bataille industrielle. Pas d'industrie sans garanties collectives dignes du 21° siècle et inversement. Pour cette initiative, la fédération travaille des vidéos, tracts, affiches, afin que cette action soit une réussite, mais

il nous faut continuer d'aller au débat avec les salariés, car sans leur mobilisation active le combat n'en sera que plus compliqué. Les camarades du collectif d'impulsion feront le point sur le travail engagé.

Les retraités en action le 1er octobre

Le 1er octobre, les neuf organisations de retraités, dont notre UFR, appellent les retraités à participer aux rassemblements et manifestations en territoires pour l'augmentation des pensions qui ont été nettement amputées ces dernières années à cause des réformes qui se sont succédées. Plus globalement, les retraités se mobiliseront pour une amélioration de leurs conditions de vie.

Rendez-vous des nouveaux élus le 13 octobre

Le 13 octobre, la FTM CGT organise une rencontre des nouveaux élus à Montreuil, afin de débattre de trois thèmes, tels que :

- L'histoire et l'engagement de la métallurgie dans les
- La communication : se former, s'informer, lire CGT
- Quelle place et rôle du syndiqué et des élus dans la CGT ?

Cette initiative se déroule dans le cadre de la préparation de notre 42° Congrès, qui se tiendra du 31 janvier au 4 février 2022.

42° Congrès centré sur les questions de vie syndicale qui sont centrales, afin de développer la CGT, avec un syndicalisme de masse et d'adhérents.

La préparation du congrès qui passe aussi par nos conférences régionales, le plan de visites des syndicats et les AG.



Discussion

Grégory Lewandowski

Concernant le rapport, i'interviendrai sur les problèmes climatiques et d'industrie. Je pense qu'on doit continuer à tenir les deux et au'on continue d'avoir des propositions qui tiennent compte à la fois de l'équilibre nécessaire entre la non destruction de notre planète et le développement de notre industrie. Et donc qu'on ait des propositions assez larges, par exemple en matière de transports, qu'on n'ait pas que des propositions de l'automobile que par l'automobile, des propositions de l'aéronautique que par l'aéronautique ou sur le ferroviaire que par nos camarades cheminots. Si on veut vraiment gagner sur écologie et développement de l'industrie, il faut prendre l'ensemble du contexte du transport et proposer des solutions. car demain il faudra moins d'avions. moins de voitures et il faut peut-être un équilibre entre avion / voiture / transports en commun et ceci au regard du territoire (ce n'est pas la même chose en Ile-de-France ou dans le Limousin. Et on doit tenir à chaque fois cet équilibre dans nos propositions. Sinon nous passerons pour des défenseurs de l'emploi pour l'emploi et notre parole sur l'environnement ne va pas passer. Mais moins d'avions ne veut pas forcément dire mois d'emplois. Ca peut aussi signifier de la recherche pour plus d'écologie, plus d'électrique. Idem pour l'automobile et ça veut pouvoir dire de l'investissement et de l'emploi derrière.

Michel Molesin

Il faut en effet avoir de la cohérence et traiter les sujets dans leur globalité, mais l'un des premiers sujets à aborder est l'énergie. On a déjà fait beaucoup de raccourcis avec la voiture propre qui est la voiture électrique. Mais si l'électricité est produite au charbon comme en Allemagne ou en Pologne, on a en fait des voitures à charbon. En France, on a des voitures nucléaires, ce qui est un autre problème. Mais si on ne met pas ce sujet dans le débat, on risque de passer à côté et

de tomber sur les discussions sur la décroissance, où on veut parfois nous emmener. Et je suis d'accord, moins de voitures, ce n'est pas nécessairement de la décroissance. On peut aussi produire mois d'avions avec moins de salariés. Aujourd'hui, ce sont les conditions de travail et le temps de travail qui sont dégradés. Par la réduction du temps de travail, on peut aussi imposer d'autres solutions. Parce qu'aujourd'hui, le diktat du CAC 40, au-delà des dividendes, c'est toujours la croissance pour la croissance. Par exemple, chez Airbus, si on sortait 300 avions par an dans les années 2010, maintenant, il faut en produire 800 avec le même nombre de salariés. Et tout cela parce qu'on veut amortir toujours plus vite les investissements. Mais s'il n'y a pas nécessité à avoir tous ces avions, en effet on pourrait revenir à des productions dans de meilleures conditions. Il faut tenir la cohérence et l'un des premiers sujets, c'est l'énergie et sa maîtrise. On a vu que la lutte qu'a menée la fédération CGT de l'énergie a payé pour freiner la privatisation. On n'est pas au bout, mais cette question de l'énergie, de sa maîtrise et de qui peut en profiter – ici on sait que des continents sont abîmés par l'accès à l'énergie - et donc pour être crédibles il faut être cohérents.

José Doliget

Je partage les deux précédentes interventions. Il s'est tenu un débat contradictoire mardi dernier avec Philippe Martinez pour la CGT, Greenpeace et Attac. Le débat était excellent et on y retrouve une partie de ce que vient d'évoquer Michel. Le débat a rappelé que les trois organisations travaillent ensemble depuis un certain temps maintenant. Cette ouverture permet à Greenpeace d'aller à la raffinerie Total Grandpuits. de discuter avec des salariés du nucléaire, et ca ouvre le débat dans les trois organisations. Avec Attac, ça permet d'avoir la vision économique et ça nous permet aussi à la CGT d'avoir d'autres pistes et une vision

plus globale et élargie, notamment sur la partie énergie. L'énergie est un vrai enjeu. Par ailleurs, on ne doit pas tout focaliser sur la France et avoir une ouverture internationale. Par exemple, Renault se présente comme une entreprise vertueuse, mais il faut voir ce qu'il se passe dans ses usines en Turquie. Renault vend des véhicules très polluants dans des pays qui n'ont pas ratifié les accords de Kyoto. Qu'estce que cela veut dire? Sur un autre sujet, l'INSEE publie hier matin les 2,2% d'inflation. Et les analystes projettent pour fin décembre près de 3% d'inflation. Et les 2,2% d'augmentation du Smic correspondent au mécanisme automatique, et ce n'est pas l'Etat. Dans la branche des services de l'auto, j'ai demandé la réouverture de négociations sur les minima de branche. J'ai obtenu une CPN extraordinaire qui va permettre de renégocier. On va essayer de récupérer au moins un point par rapport à ce qui avait été négocié (1,6% en juillet pour 2022). Il y a beaucoup de négociations NAO qui s'ouvrent dans différentes boîtes. Il est nécessaire de communiquer aux salariés que ces 2,2% de revalorisation, c'est un minimum et on ne peut pas entendre des boîtes proposer 0,5% ou 1%, et ce avec les profits réalisés en ce moment. Les profits battent les records de 2019. Le petit manque de 2020 a donc été plus que rattrapé. C'est une question cruciale et qui peut effacer le débat omniprésent sur le passe. Il importe de remettre l'église au centre du village : qu'est-ce qui préoccupe les salariés dans nos boîtes.

Amar Ladraa

Je reviens sur la réunion des USTM qui s'est tenue le 1^{er} septembre. Il y a eu une participation intéressante avec 44 départements et 11 grosses régions et des débats intéressants, notamment s'agissant de la prise en compte de la manifestation à Paris, et aussi de la préparation du congrès fédéral, avec notamment le recensement d'une soixantaine d'AG



de rentrée, mais aussi la préparation des conférences régionales qui vont toutes se tenir d'ici la fin de l'année et qui seront des moments importants de préparation du congrès. Par contre, les camarades ont souligné des agendas déjà bien remplis, ce qui pose la question de la gestion des priorités, et surtout de nos capacités à tenir nos objectifs. Notamment en raison de l'état de nos forces, mais aussi de la pression patronale et la répression syndicale. L'urgence de se renforcer est donc aussi venue dans les discussions, de même que la nécessité d'améliorer notre qualité de vie syndicale. Les camarades des USTM ont souligné l'importance d'avoir des échanges réguliers, notamment pour partager leur expérience en terme de fonctionnement d'activité y compris sur les difficultés rencontrées. Cette rencontre a été appréciée. On réunit quasiment chaque mois les camarades des animations régionales, y compris en visio. Il faut qu'on réussisse à réunir régulièrement nos USTM pour améliorer leur fonctionnement. Concernant les AG de rentrée dans la région Grand-Est, 8 USTM ont tenu leur AG, y compris des gros syndicats comme PSA Mulhouse. 110 syndiqués de PSA se sont réunis fin août avec des débats intéressants, notamment sur la pétition fédérale où ils ont réussi à réunir plus de 1000 signatures et réalisé une trentaine d'adhésions. A cette AG, il était aussi intéressant de noter la présence de beaucoup de nouveaux syndiqués, avec y compris des débats sur la syndicalisation. On est à un tournant où les camarades ont pris en compte l'enjeu de reprendre en main le fonctionnement de certains syndicats, et de travailler surtout sur le terrain en abordant les préoccupations des salariés. Chez PSA, sans refaire l'histoire, ce sont surtout des camarades ayant des mandats politiques d'extrême gauche qui ont causé du tort durant un certain temps. Or aujourd'hui, on voit des évolutions, notamment des jeunes qui veulent prendre en main le syndicat, ce qui n'est pas inintéressant. Sinon, globalement il y a une participation intéressante aux AG de rentrée, et avec un état d'esprit combatif dans la région. Les syndicats ont validé un plan de

travail pour la préparation de la manif à Paris. La Moselle prévoit 4 bus, les Vosges 2 bus, Meurthe et Moselle 2 bus, le Haut-Rhin 2 bus, le Bas-Rhin prévoit un TGV avec la participation de 500 militants. Dans la région, il y aussi plusieurs luttes en cours ; chez Safran il y a eu un appel de plusieurs syndicats (CGT-CFDT-FO) sur le temps de travail la semaine dernière, avec pour la première fois la démarche de faire pression sur les DSC pour que les négociations soient déclinées localement. C'est valable aussi pour les négociations avec l'UMM, où les autres OS ne sont pas forcément en phase localement avec ce qu'il se passe au niveau national. Il faut continuer le travail d'information des salariés, car les autres OS ont aussi la pression à la base.

Ouria Belaziz

Sur l'international et l'Afghanistan. Dans quel état se retrouve ce pays après l'intervention ? On voit des gens massacrés et laissés à l'abandon. Et les pays qui en sont responsables (Etats-Unis, France, l'UE...) ne sont pas clairs sur leurs intentions dans un futur proche. Quand on voit cette misère en Afghanistan et dans le monde. Nous nous en sommes à réfléchir sur l'environnement, or concernant cette misère, ce sont les Etats les plus forts qui en sont en grande partie responsables. A la CGT, il faut

éclairer sur cet aspect, car il y a aussi le droit d'asile pour sauver des êtres humains. Or dans cette période de campagne politique, avec la question des migrants, cela va encore soulever ce qui est sombre dans notre histoire. Sur l'environnement, la CGT décline 26 mesures claires, mais qui doivent être plus mis en lumière et être débattues. Il y a eu la pandémie et les grands patrons ont dit: demain changement, il faut faire revenir la production en France. Chez Seb, les actionnaires ont été heureux durant la pandémie parce qu'on a pu continuer à produire en France. Concernant les cartes électroniques, l'électroménager a aussi subi un impact. Or on voit que ça ne bouge pas aussi bien dans l'automobile que dans l'aéronautique. On doit donc prendre l'environnement globalement, mais aussi - comme dit la CGT - produire au plus près. C'est à travailler auprès des salariés, car souvent l'idée est présente qu'ailleurs c'est moins cher et que l'entreprise perdrait, et ce alors que l'entreprise est très rentable. Sur croissance / décroissance, je regarde ce débat avec de grands yeux car qui peut en parler? Comme toujours, les plus riches font ce qu'ils veulent et les plus pauvres ce qu'ils peuvent. Idem pour la voiture à énergie propre. Voiture propre, énergie propre, je ne sais pas ce que ça veut dire quand on compte la globalité. Et pourtant Renault et PSA misent



de plus en plus sur ces voitures- là. Concernant la convention collective. on constate dans notre groupe (Seb) qu'ils commencent à vouloir mettre en place la classification en cours de négociation. C'est impressionnant, il n'y a plus de coefficient et on reclasse par points et par critères. Nous avons donc commencé à tracter concernant les journées d'action annoncées et le 25 novembre pour la convention collective. Ca semble prendre. On regarde aussi à organiser des AG à des endroits où on n'allait plus. Ca fonctionne aussi avec les salariés qui sont vraiment en demande d'informations, car ils se sentent perdus sur ce qu'il se passe.

David Pico

Je travaille chez Cummins, branche filtration, et nous sommes fabricants de gros moteurs diesel. Le groupe a décidé de se séparer de la branche filtration ainsi que de la branche composants (pots d'échappement). On va être vendus à la concurrence ou un fonds de pension. Il faut donc qu'on réfléchisse à la stratégie qu'a le groupe et l'état d'avancement sur la production de moteurs hydrogène. Cummins a pris le marché des moteurs diesel de l'armée américaine et le marché de Daimler. Cimmins va produire tous les gros moteurs diesel Daimler à partir de 2023. Il faudrait une réflexion sur l'état d'avancement de cette technologie hydrogène et de son impact sur l'industrie. Il va y avoir une casse dans notre industrie, et il faut déjà regarder l'état d'avancement chez les gros

constructeurs. Nous avons Renault Trucks. Volvo, or il a été décidé la fin du moteur diesel en 2040. Il importe donc de commencer à travailler sur ce sujet. Nous avons réussi à obtenir de nouveaux marchés sur la filtration et nous avons dix ans de carnet de commandes. Je ne m'inquiète pas trop sur l'avenir de la branche filtration car tout se filtre ; le sang, l'air etc. Nous disposons d'une technologie et on peut la mettre en place. Pour l'anecdote. Cummins a produit des masques au Mexique par une reconversion. Ayons donc un travail sur l'état d'avancement de cette technologie. De son côté, le patronat a bien avancé sur l'impact que cela peut générer sur le travail et l'emploi. Dans le Finistère, nous avons avancé sur la mobilisation autour de la convention collective et la manif à Paris. Nous sommes en lien avec le 56 pour la logistique et le transport. Ce sera mieux que la dernière fois.

Norbert Cordray

Sur la stratégie des groupes, les engagements climat et l'image qu'ils veulent donner, leur image et pas celle des salariés. Par exemple, souvent on met en avant la situation sur l'aéronautique, l'automobile, mais on oublie les métiers de service, lesquels touchent une multitude de besoins. Dans mon groupe, ils disent vouloir se séparer de ces métiers réputés polluants pour redorer leur image. Or ce n'est pas parce qu'on manipule des gaz frigorigènes, que ces gaz sont polluants. Ils le sont en eux-mêmes, mais dans la manipulation lorsqu'on les

utilise correctement, on ne pollue pas. Mais des entreprises pour se présenter comme ne polluant pas se séparent de certaines activités. Dans cet esprit, Engie a voulu scinder son groupe en deux pour se séparer de 74 000 salariés et les vendre à des concurrents qui sont peut-être moins rigoureux sur les normes. Il y a certainement une volonté de catégoriser le marché avec des groupes du CAC 40 classés propres et d'autres qui le sont moins. Aujourd'hui, nous avons donc des repreneurs qui sont Eiffage, Bouygues ou des fonds de pension. Après Engie, d'autres groupes emboîteront le pas pour se séparer de certaines branches. Il y a donc une vraie préoccupation du devenir des chaînes de production. On a vu l'impact du Covid dans l'aéronautique et l'automobile. On s'achemine vers des schémas similaires. La question est donc posée : que fait-on pour les métiers de service?

Laurent Trombini

Ce week-end se tenait la fête de l'Huma, qui est le plus grand rendezvous social en France. J'y ai trouvé un état d'esprit positif et mobilisé. J'ai rarement vu des assemblées de débats politiques aussi fournis que ce week-end. C'est de bon augure pour la suite. Sur la construction des journées d'action, il y a la semaine prochaine, mais aussi la journée du 5 octobre qui nous rassemble tous sur des revendications qui nous sont communes, mais aussi celles qui nous sont particulières, mais là je trouve que nous ne sommes pas au niveau pour la construction de cette journée décisive qui va nous structurer pour les semaines et mois à venir. Et c'est aussi ce qui va nous préparer pour le 25 novembre. Bien sûr, nous allons intégrer nos revendications spécifiques (industrie et convention collective) dans la journée du 5 octobre. On a intérêt à ce que le 5 octobre soit repris le plus possible dans nos entreprises, et qu'il y ait des appels à manifester, à débrayer, à faire grève dans les boîtes, et aller aux manifestations. Or on a encore beaucoup de travail à faire pour le réussir, en sachant qu'il nous reste deux semaines, pas plus, pour y arriver. Il nous reste beaucoup de travail à faire. Je partage les interventions





précédentes. On s'étonne des résultats des entreprises en France. Les grands patrons disent toujours que dans les situations de crise, il y a de bonnes affaires à faire. C'est sans doute une des particularités du capitalisme. Et ce n'est donc pas étonnant que les grands groupes vont distribuer plus de dividendes qu'en 2019. lci, ce n'est pas le chiffre d'affaires qui compte, mais le résultat. Dès l'instant où il y a eu des aides massives de l'Etat - et donc de notre argent - que cela dérive en bonne partie dans les poches des actionnaires, n'est pas étonnant. On doit le mettre en visibilité et donner des arguments aux salariés pour intervenir, leur donner la vision que c'est possible de faire autrement parce qu'il y a de l'argent et que notre argent sert à des choses qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt des salariés, des chômeurs, des retraités. On doit continuer à travailler sur ce sujet. Concernant l'énergie, il semble que plus on avance, plus on a de possibilités de peser dans le débat aujourd'hui sur le mixte énergétique. On a été trop arc-boutés sur l'énergie fossile sans anticiper certaines évolutions qui s'imposaient. Et en même temps, il ne faudrait pas qu'on bascule de l'autre côté maintenant. On doit donc trouver cet équilibre avec le mixte énergétique qui devient de plus en plus crédible pour les citoyens. On a ici une vraie piste et un vrai sujet où la CGT pourrait être très audible. Concernant notre représentativité, nous rentrons dans un nouveau cycle électoral à partir de l'année prochaine. avec l'impact que cela a à tous les niveaux. Ca veut dire pour la fédération des résultats qui dernièrement nous classent en deuxième place, alors qu'historiquement on a toujours été première organisation. C'est quand même un vrai choc. On a donc à y réfléchir, à en tirer des analyses très sérieuses et à avoir un travail très concret sur le sujet. Le cycle électoral à venir peut faire que soit on regagne et on se réinstalle comme première organisation dans notre branche et l'industrie en général, soit on continue à reculer. Je suis souvent intervenu pour dire que l'une des raisons fondamentales était l'évolution sociologique des populations. C'est vrai et le premier collège est devenu

minoritaire en 2018, mais c'est aussi pas complètement vrai parce que les résultats électoraux montrent qu'on recule dans les trois collèges. Il y a donc des choses plus profondes, on a aussi à réfléchir très sérieusement sur le sujet, et à faire ce travail avant le congrès.

Véronique Martin

Comme le disait Stéphane dans son rapport, le menu de la rentrée est chargé. En même temps, ce n'est pas pour nous faire peur pour peu qu'on arrive à impliquer dans la préparation nos militants, les syndiqués et les salariés. Il y a plusieurs dates revendicatives qui ont toutes le même fil conducteur : les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la protection sociale. Il y a le 1er octobre l'appel des UCR unitaires puisque toutes les organisations de retraités appellent à l'action sur la question des pensions, du pouvoir d'achat et du 100% Sécu. On est quand même tous et toutes concernés. Je voudrais cependant plus insister sur le 5 octobre. Les mots d'ordre du 5 octobre sont emploi. salaires, protection sociale, conditions de travail. Sur les salaires, nous avons à dire : quand on voit le scandale de la revalorisation du Smic où la ministre du Travail se glorifie dans un communiqué qu'il s'agit de la plus forte augmentation du Smic opérée de ces dernières années, alors que comme José l'a rappelé, c'est seulement l'effet automatique lié à l'inflation qui est bien plus élevée que les années précédentes. Il n'y a donc pas de coup de pouce ou de revalorisation de grande ampleur du Smic contrairement à ce que peut dire la ministre du Travail. Sur l'augmentation de l'énergie, du gaz et de l'électricité, le président de la République vient d'annoncer que dans sa grande bonté le gouvernement allait élarair l'octroi du chèque énergie de 100 euros à une partie de la population pour pouvoir se chauffer. Merci M le président! Ici, nous avons quand même des raisons d'actionner des leviers de mobilisation. Le 5 octobre est une décision collective de l'organisation issue des débats du CCN des 29 et 30 juin dernier et qui est assujetti à un processus de déploiement et de mobilisation cet

été pour l'ancrer dans les entreprises. En même temps, c'est aussi un appel unitaire puisque FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse appellent à la mobilisation par la grève en priorité et par les manifestations le 5 octobre. Je partage l'inquiétude de Laurent dans son intervention sur le 5 octobre. C'est effectivement une journée cruciale dans le contexte actuel et qui va déterminer les suites qu'on va pouvoir mener de manière interprofessionnelle et unitaire. On a tous conscience au'une telle iournée isolée dans le paysage ne permettra pas d'inverser la politique gouvernementale et du patronat. Je suis d'autant plus inquiète que depuis le début de notre CEF on a peu entendu parler du 5 octobre, de comment il se prépare dans les boîtes, de quel est l'état d'esprit des militants, des syndiqués et des salariés. On a besoin de faire le point parce que le 5 octobre est aussi un tremplin pour votre journée de mobilisation du 25 novembre. Concernant ce que dit Grégory et la nécessité de travailler ensemble d'un point de vue interprofessionnel avec d'autres fédérations et notamment sur la question des transports, je partage pleinement. En début de semaine, Djébari, ministre des Transports a annoncé un grand plan de relance du fret ferroviaire, un document de 77 pages est disponible et on peut y compris y retrouver certaines revendications de la CGT, mais par contre pas un mot sur le financement et pas un mot sur avec qui on relance le fret ferroviaire. Il y a effectivement là un sujet qui peut être travaillé de manière conjointe avec plusieurs fédérations. Pour relancer le fret ferroviaire, on a besoin de cheminots, mais aussi de la métallurgie pour la construction de wagons, les rails etc. C'est un travail qui peut être réalisé entre plusieurs fédérations. Et sur la nécessité de la question environnementale, qui a été citée plusieurs fois, et y compris depuis le début de la semaine les pluies diluviennes dans le Gard, qui sont aussi une des conséquences du réchauffement climatique, on a besoin de lier la question de l'environnement et de l'emploi. La CGT s'y atèle depuis quelques temps. On doit travailler la double besogne sinon se sont

les salariés qui vont faire les frais des politiques de greenwashing des entreprises. Ces politiques se traduisent très souvent par des coupes sombres en matière d'emploi alors qu'il y a moyen de faire autrement. Enfin, sur l'énergie en lien avec la question environnementale, effectivement il y a besoin qu'on ait un débat en interne sur cette question et pas seulement avec la FNME, la FNIC, mais l'ensemble de la CGT. C'est pourquoi nous sommes en construction d'une journée de débats le 18 novembre dans le patio à Montreuil. Cette journée va être ouverte à l'ensemble des organisations de la CGT. Dans le même temps, nous sommes aussi en réflexion sur une journée plus particulière concernant l'hydrogène. Beaucoup d'argent est mis sur la question de l'hydrogène, et qui est souvent capté par les entreprises privées. Et là aussi, on a besoin d'une réflexion de fond.

Ludovic Bouvier

Le débat sur l'environnement est intéressant, mais on doit poser une question : est-ce que le capitalisme est compatible avec la protection de l'environnement? Si on dit non, il faut l'affirmer à chaque fois qu'on s'exprime sur cela au préalable. C'est important de le dire à chaque fois parce que si on continue avec ce système, c'est de l'argent public qui est capté. On doit l'affirmer et avoir des propositions de mesures publiques et avec des moyens publics pour une politique de protection de l'environnement. Ceci étant dit, ce n'est pas la réalité d'aujourd'hui, et aujourd'hui, les précurseurs c'est l'automobile. J'ai eu l'occasion d'intervenir lors de la réunion des USTM le 1er septembre. On a de grosses inquiétudes à avoir puisque dans l'auto aujourd'hui c'est le tout électrique à marche forcée. C'est une décision politique de la Commission européenne qui s'appuie on ne sait trop sur quoi, mais qui fait bien... Or la batterie d'un véhicule électrique pèse 450 kg, laquelle utilise des terres rares. Et en fin de compte ces voitures électriques prises de leur conception au recyclage polluent plus que le diesel. Mais les choses sont déjà très engagées par les deux constructeurs français et le patronat

impose le tout électrique en Europe de l'Ouest. Et dans un proche avenir, tous les véhicules thermiques qu'on nous vendra – car ils ne disent pas qu'ils n'en vendront plus - ne seront plus fabriqués ici. A côté de ca, les véhicules électriques ont aujourd'hui beaucoup de mal à décoller pour une raison simple : il n'y a pas de réseau. Et si tout le parc automobile est électrifié demain, alors il faut deux EPR supplémentaires. Et ce sans évoquer les autres problèmes pour l'environnement que pose le nucléaire. Avec les technologies actuelles, il y aurait donc bien d'autres solutions à proposer que le tout électrique. Mais encore une fois on se heurte au système capitaliste lié au profit. Regardons encore ce qu'il se passe en Australie, où ils commencent à taxer au kilomètre les voitures électriques parce que ça ne leur rapporte pas assez. Les augmentations chez EDF et les opérateurs d'électricité ne sont pas innocentes par rapport à la transformation autour des transports. Il faut donc y travailler, et là je partage ce qu'ont avancé les camarades sur la nécessité d'une cohérence pour l'ensemble des transports. Concernant le 5 octobre, nous avons tenu une AG sur Valenciennes, une autre AG est programmée dans le Douaisis et le Pas-de-Calais. On a décidé d'un appel à la grève et la manif le 5 octobre. Les tracts seront distribués durant toute la semaine prochaine avec la semaine de déploiement. On relance la pétition qui a eu du mal à décoller. La pétition est un outil pour interpeller et discuter avec les travailleurs. Elle permet surtout de mobiliser pour le 25 novembre, de porter leur attention sur ce qui les attend car aujourd'hui les tracts ne sont pas toujours lus. Il faut savoir que ce n'est pas facile d'informer car quand on parle du nouveau dispositif conventionnel, certains camarades ne savent même pas ce qu'il y a dans les conventions collectives aujourd'hui. Il faut toujours répéter et ne pas lâcher, on le fait et on appelle évidemment aux manifs qui auront lieu dans le Nord sur Lille, Douai, Valenciennes, Arras et toutes les grandes villes de la région. Les métallos s'y inscriront très largement. Dernière chose, les camarades de Toyota ont indiqué qu'en

91 jours (du 1er avril au 30 juin), Toyota a réalisé 6,5 milliards de profits. C'est représentatif d'autres grands groupes, et ça montre qu'il y a de l'argent à aller chercher.

Amar Ladraa

Nous avons constitué un collectif de préparation pour la journée d'action du 25 novembre et la journée du 5 octobre sera un tremplin pour le 25. Le travail de ce collectif consiste essentiellement à la réalisation de matériels: tracts, argumentaires. affiches, vidéos et on va aussi travailler des propositions sur l'organisation de la manif du 25. Le collectif se réunit tous les 15 jours à la fédération, voire toutes les semaines sur besoin. J'en profite pour lancer un appel à la direction fédérale pour renforcer ce collectif. Pour l'instant, nous sommes moins d'une dizaine de camarades dont 3 politiques (Laurent, Lamia, Amar). Concernant le travail réalisé et en préparation, nous avons le tract de rentrée qui fait le lien avec la semaine de déploiement du 20 au 25 septembre et le tract de la journée du 5 octobre. Ce tract a été envoyé fin août, début septembre. Un autre tract a été édité qui est une explication sur le nouveau dispositif que veut nous imposer le patronat et la prime d'ancienneté. Il sera utile pour la semaine d'action de la semaine prochaine. On a aussi, avec la communication, édité une affiche et une vidéo avec des retours positifs. Autre outil de propa qui marche bien ; les stylos commandés massivement par la fédération pour la signature de la pétition et en lien avec la campagne de déploiement. Depuis deux semaines, 5000 stylos et 900 affiches ont été envoyés dans les syndicats. La fédération a commandé 5000 autres stylos. Pour ce qui est du matériel en perspective, il y a un tract sur la question de la rémunération et particulièrement sur la prime différentielle qui sera négociée dans les territoires. A ce sujet, plusieurs USTM ont été convoquées par leur UIMM pour entamer des premières discussions sur le processus de négociation qui doit avoir lieu dans l'ensemble des départements. La fédération travaille une note qui sera rédigée par l'équipe de négociation





pour l'ensemble des USTM afin d'avoir une cohérence dans l'approche et de prendre position lors des rencontres avec les UIMM dans les territoires. Un autre tract est prévu en direction des IC, notamment sur l'impact de ces négociations pour ces catégories. C'est l'UFICT qui travaille ce matériel. Nous prévoyons aussi un quatre pages qui sera tiré massivement avec comme mot d'ordre tous à Paris le 25 novembre pour nos garanties collectives et pour nos emplois. L'idée est de faire converger les luttes de la période, notamment les questions industrielles et les nombreuses luttes autour des fonderies par exemple : faire le lien entre la question industrielle et notre bataille pour les garanties collectives. Un quatre pages qui sera aussi utile pour mener les campagnes de déploiement, notamment dans les bassins d'emplois où nous ne sommes pas forcément organisés, par exemple dans les PME, où on n'est pas forcément au courant de ces négociations. Ce 4 pages sera disponible début octobre, Eric Moulin y travaille sur l'aspect des conséquences de ces négociations pour les salariés de la métallurgie. On invite les USTM à commander dès à présent ce 4 pages pour une diffusion massive auprès des métallos. D'autres vidéos sont prévues pour le 25 novembre. Autre élément important, les journées d'étude avec une mise à jour régulière des modules en fonction de l'évolution des négos. On vient de terminer la partie

rémunération, ce qui va faire évoluer le module pour les journées d'étude. Le plus important est maintenant de réussir l'implication de l'ensemble des syndicats. Malgré des inégalités, il y a une prise en compte. Par contre, depuis ce matin on parle beaucoup des groupes, mais on a très peu de visibilité au niveau de nos animations à part le groupe Arcelor. J'invite donc la direction fédérale à jouer un rôle pour l'implication de nos groupes.

Boris Plazzi

Pour les négociations en territoires qui sont en train de s'ouvrir, visiblement l'UIMM ne perd pas de temps. Ils convoquent des réunions partout en territoires, et pour la Rhône-Alpes, ca débute en septembre. Il est impératif de sortir ces négociations de l'anonymat. L'UIMM, voire les autres OS rêveraient que ces discussions restent en vase clos de sorte que les salariés n'y soient pas associés comme ça a été le cas pour les négos nationales. On sait la difficulté qu'il y a eu à faire le lien entre la négo nationale et les boîtes, mais sur le territoire il y a une proximité qui peut jouer. S'il y a un tract écrit par Eric Moulin, il faut peut-être réfléchir à ce qu'il soit un matériel de masse tiré par la fédération. Il faut en faire l'affaire des travailleurs. Je suis d'accord sur l'ensemble des propositions présentées par Amar. Concernant l'actu, j'estime que la crise sociale, environnementale et politique est devant nous. Une articulation est en train de se créer entre luttes sociales. et environnementales. Par exemple. la semaine dernière avait lieu une AG interpro dans l'Isère. Il y avait les affiches du 5 octobre et un camarade a noté qu'il n'y avait rien sur l'environnement. Depuis des mois, la CGT porte une transition sociale, environnementale et écologique alors que nous ne l'évoquons pas dans nos affiches et contenus revendicatifs. Il y a ici un effort collectif à faire. Il y a un constat de plus en plus partagé dans le monde que le modèle capitaliste tel qu'on le connaît est injuste socialement, inefficace économiquement et insoutenable du point de vue environnemental. Les évènements climatiques de cet été et dernièrement dans le Sud de la France viennent le rappeler. Un village entier a été brûlé en juin dernier au Canada. Cet été, le pourtour méditerranéen a été ravagé (l'Algérie, la Turquie, la Grèce, la France dans le Var). Et maintenant, c'est les inondations en Belaique et en Allemaane, Clairement, le capitalisme aggrave à la fois la santé des travailleurs, des populations et de la planète. La CGT a peut-être pris un peu de retard, mais si on regarde dans le rétro, le premier concept qu'on a réfléchi sur l'articulation entre social et environnemental, c'est ce qu'on a appelé le développement humain durable qui figurait dans nos fiches repères de la CGT. L'autre expérience que nous avons eue, c'est en juin le forum syndical international des transitions écologiques et sociales. 9000 personnes s'y sont connectées pendant six jours avec 19 ateliers, 30 heures de direct, 145 organisations dans le monde qui sont participantes à ces ateliers. C'est à l'initiative de la CGT et le collectif plus « jamais ça » porteur de 36 mesures. Globalement, les organisations sont de plus en plus partie prenante de cette idée de transition écologique et sociale. Mais il faut encore franchir un cap sur comment on concrétise cela dans les syndicats et les entreprises. Il ne faut pas que cela reste l'affaire d'initiés et spécialistes. Il y a environ 1000 PSE actuellement en cours dans le pays dont une grande partie dans la métallurgie avec l'ensemble des filières touchées ; l'auto, l'aéronautique, la sidérurgie, les fonderies etc. Quand

on est touché par un PSE ou une restructuration, faire l'articulation avec la transition écologique de demain c'est compliqué. On a un rôle à jouer pour que ces questions ne soient pas traitées dans l'urgence, mais dans l'anticipation. La prochaine étape est donc de donner de la résonance dans les entreprises à nos contenus revendicatifs sur les transitions sociales et écologiques. Sur le sujet du SMIC avec l'augmentation de 34,20 euros au 1er octobre, c'est 25 centimes de plus de l'heure. En 2021, les actionnaires toucheront environ 57 milliards de dividendes, c'est + 40% pour eux. Donc je pense que les libéraux ont raison: l'assistanat paie plus que le travail! Quand on donne 25 centimes d'augmentation au SMIC et qu'on donne 57 milliards aux actionnaires, il faut pouvoir le dire. Peut-être, avec cette augmentation du Smic. faudrait-il que la fédération porte rapidement l'exigence d'ouverture de négociations dans les entreprises. branches, territoires sur la revalorisation des salaires directs (NAO dans les entreprises) et des minima. Avec l'augmentation du Smic, dans les branches les premiers niveaux vont passer en dessous du Smic, ce qui va encore tasser les salaires, les grilles. Il faut que la fédération prenne l'initiative. Ne peut-on éditer des lettres types à adresser au patron de l'entreprise et dans les chambres patronales pour demander l'augmentation des salaires. Peut-être aussi un tract qui fait le lien avec le 5 octobre. Je pense aussi que le 5 octobre est un bon tremplin pour le 25 novembre, mais il faut dès maintenant être en capacité

de recenser l'état de préparation des syndicats sur le 5 octobre. Pour le 5 octobre, il faut gagner cet ancrage à l'entreprise et accélérer le rythme.

Eric Gereaud

Le débat est fort intéressant. Concernant la situation de l'industrie, je constate que dans ma boîte les commandes sont en explosion. Le chiffre d'affaires a bondi de 19%. La direction le modère en disant que la période précédente a été difficile. Il n'empêche que les résultats de la boîte sont en nette progression. Je pense que les améliorations de gains réalisés dans les entreprises doivent servir à modifier nos modes de production. On doit les adapter plus à ce qu'on subit au niveau de l'environnement. L'industrie propre doit réellement se développer. Les cadres y sont intéressés et il y a ici à travailler le lien sur le renforcement. Je pense aussi que le patronat est pour une réindustrialisation du pays, mais sur quelque chose qui n'est pas les positions que l'on porte. On est évidemment favorables à la réindustrialisation, mais pas à n'importe quel prix. Le patronat est plus sur une industrie 4.0 où on n'a pas besoin des salariés. Or ie pense que la réindustrialisation doit être la remise en route des hauts fourneaux pour fabriquer de la tôle. Dans mon entreprise, on produit des moteurs électriques, mais on a des ruptures de tôle. On a une industrie qui a été délocalisée aux quatre coins de la planète et on se retrouve à ne plus pouvoir produire parce que pas de carton pour emballer, pas de palette pour expédier etc. On a donc une

situation particulièrement compliquée et aui déarade les conditions de travail. Et guand on reçoit de la tôle ou des palettes, on demande aux salariés de venir faire des heures supplémentaires, et de travailler de nuit, et le samedi. On voit donc que les gains réalisés devraient permettre d'améliorer les conditions de travail et surtout produire différemment. Concernant le 5 octobre, nous avons prévu d'appeler à la grève, même si nous avons en Nouvelle Aquitaine maintenu la conférence régionale des 4 et 5 octobre, ce qui me met en difficulté pour être présent à la conférence et au rassemblement. Concernant les mots d'ordres du 5 octobre, on a vu qu'ils ne seraient pas forcément sur les mêmes points que ceux que cite la confédération. Ce sera sur des mots d'ordre de l'entreprise. Je suis totalement d'accord sur la nécessité de la réouverture des négociations sur les salaires. Nous en avons besoin. Dans notre entreprise, les salariés n'ont plus d'intéressement ni de participation et il y a eu zéro augmentation de salaire. Le taux horaire le plus bas de la boîte se retrouve cette année à 3 centimes au dessus du Smic. Et ce alors qu'il y a trois ans nous étions à 38 centimes au dessus du Smic. Les grilles de salaires se sont tassées et donc ie suis tout à fait favorable à la réouverture des négociations. C'est ce qu'on va proposer à la réunion syndicale prévue mardi prochain. Dernier point, la journée sur les 32 heures tombe en même temps que le CEF, ne peut-on envisager de le décaler?

Abdelaziz Bouabdellah

Il y a effectivement la tenue de l'initiative de lancement de la campagne des 32 heures le 14 octobre en même temps que le CEF. Décaler le CEF sera très compliqué. Ceci étant la journée 32 heures n'est qu'une première étape qu'il est prévu de démultiplier sur les territoires et dans la période, la priorité sera le CEF au regard des différentes échéances.

Noël Kouici

Sur l'environnement, la question ne peut pas être prise partout de la même manière à tous les niveaux. Aujourd'hui tout le monde y tient et il est certain





qu'il faut y travailler. Cependant, on voit par exemple que sur le tri sélectif, dans certains quartiers défavorisés ça n'est pas mis en place. Idem pour le renouvellement des véhicules. Le tout électrique n'est accessible qu'à ceux qui en auront les moyens. Alors d'accord pour l'environnement, mais à quel prix? On est tous d'accord pour agir pour l'environnement, mais pas au détriment du travail et de l'emploi. Les catastrophes sont causées par le capitalisme et résultent de décennies où ses tenants n'ont fait que profiter. On a 57 milliards de dividendes et + 33%, alors qu'on a connu une pandémie où des gens ont perdu leur emploi voire des membres de leur famille. C'est hallucinant. Pour ce qui est du 5 octobre. Il y a un appel de la confédération. Habituellement, la rentrée sociale c'est mi-septembre avec une journée de grève qui permet de repartir de plus belle. Je me suis dit que le 5 octobre, c'était pour laisser le temps de préparer et qu'avec toute la souffrance générée par la pandémie ce serait pour qu'on soit au minimum tous les adhérents en grève. On doit donc être au minimum 600 000 à manifester, voire le double, et ce sans compter l'apport des autres OS. Nous avons une date qui permet de la préparer correctement. Lors d'une AG départementale, nous avons eu cette présentation. Sur les Bouchesdu-Rhône, nous aurons donc une grève de 24 heures avec la manif départementale. C'est un minimum, car il s'agit de la rentrée sociale! Si on n'arrive pas à faire une démonstration alors qu'on a tous des problèmes avec la pandémie, le chômage partiel etc. Par exemple chez Arcelor, ils se voyaient déjà fermant les hauts fourneaux et aujourd'hui ils tournent plein pot et engrangent en quelques mois des bénéfices record. Cet argent, il faut donc aller le chercher. D'autant que le patronat a été exonéré de cotisations sociales tout en mettant en difficulté notre protection sociale. Chez nous, l'activité tourne à plein régime avec des salariés soumis aux tests PCR deux fois par semaine. Les salariés ont joué le jeu. Mais comme on a appris que cette exigence des tests venaient des armateurs, on va demander qu'il y ait un retour de la facturation auprès

de la Sécurité sociale. Ca fait partie des questions qu'on va poser en CSE. Sur les chantiers navals l'activité n'a fait que croître avec la pandémie. On parle des 32 heures, mais chez nous c'est la sixième année consécutive où on a une dérogation au temps de travail légal pour aller jusqu'à 56 heures. On marche donc plein pot avec les intérimaires, la sous-traitance, les travailleurs détachés etc. On participera à la journée du 13 octobre avec une grande majorité des élus et quelques nouveaux adhérents du 3 e collège. Je serai aussi là au CEF du 14 octobre. Et pour le 25 novembre, on amènera du monde à Paris.

Grégory Lewandowski

Je suis très heureux d'apprendre que le 18 se tiendra une journée débat sur l'énergie. Il n'y a pas forcément qu'une solution et je pense que la question du nucléaire va forcément se poser. Sans aller plus loin sur ce sujet, effectivement le capitalisme n'est pas compatible avec la sauvegarde de notre planète. Et cela se dit y compris de la part de militants écologistes qui ne sont pas chez nous. Maintenant ils le disent, et il y a un progrès. Donc continuons de le dénoncer, mais on ne peut plus se contenter de dénoncer les choses, il faut proposer. On ne doit donc plus avoir de communication CGT sans à la fois dénoncer et proposer. Par exemple, j'ai lu dans un sondage récemment que sur les thèmes qui devraient être débattus pour la présidentielle figure : pas d'aides aux entreprises sans contreparties. Ca c'est un message que nous portons depuis longtemps. Continuons dans cette voie de dénoncer et proposer tout en allant au bout des débats. Par exemple, pourquoi l'UE a tout misé sur la voiture électrique. Parce que cela ne pollue pas à l'utilisation, or l'utilisation c'est chez nous. La conception et le démantèlement c'est ailleurs. En fait. on externalise la pollution. On fait donc de l'affichage. Concernant le 5 octobre, on est tous d'accord sur sa nécessité, mais ce n'est pas parce que c'est nécessaire que ça va marcher. Les syndiqués et salariés ne sont pas forcément convaincus de l'utilité d'y aller parce qu'à mon sens la marche est haute. Il faut tenir le général et le particulier, mais pour le 5 octobre,

on est quasiment que sur le général. C'est pour cela que les militants ont du mal à se dire qu'il n'y a pas le choix et qu'il faut y aller. Bien sûr, il faut faire le lien avec les revendications des entreprises, mais c'est compliqué. Enfin, sur l'impulsion de la manif du 25 novembre. Une campagne va cadencer jusqu'au 25 et c'est très bien d'être sur la durée. Le tract est aussi un moyen très utile d'aller au contact. Mais dans des boîtes comme Thales on utilise beaucoup le sondage en ligne. Quand on fait des tracts, on met le lien avec le QR code. De fait, on a des retours difficiles sur la maîtrise des signatures. Une question sur laquelle on devra se pencher à l'avenir.

Frédéric Sanchez

Il faut bien mesurer le contexte auquel on est confrontés et prendre du recul. Nous sommes aux prémices d'une crise sociale et environnementale qui va s'installer dans la durée. Ici et dans d'autres pays du monde, les premières victimes sont les salariés, les précaires, les retraités et les classes sociales les plus démunies. Nous sommes dans un contexte qui va nécessiter une CGT en ordre de bataille. Je dis cela car en face on a malheureusement des débouchés politiques qui ne sont pas de bon augure. Et ce sans écarter nos prochaines échéances (la semaine d'action peut aider pour le 5 octobre). Nous avons des échéances politiques importantes; la présidentielle, les législatives et des alternatives qui ne correspondent pas à ce qu'on a besoin de faire bouger. La CGT, avec d'autres, fait partie du dernier rempart face aux politiques libérales. On a besoin de créer les conditions de notre présence dans les différentes AG, congrès d'USTM, conférences régionales qui vont se tenir car on a besoin d'être en phase avec les réalités auxquelles sont confrontées les camarades sur le terrain. Il y a besoin de tenir le général avec un gouvernement qui n'a pas dit son dernier mot sur les retraites et d'autres réformes qu'ils ont sous le coude, mais on a besoin de partir des réalités du terrain si on veut construire un rapport de forces. Dans les AG, il faut remettre les priorités au cœur. Je dis cela, car après avoir assisté à une AG d'UL, j'ai constaté

que les camarades étaient venus fortement sur le passe sanitaire. Or il nous faut décloisonner pour recentrer les priorités. Le passe sanitaire est un sujet important, notamment avec les 3000 personnels de santé menacés de sanction ou de licenciement, mais j'ai constaté des raccourcis sur cette question. D'aucuns affirment que la CGT prend la même position que le FN. Donc attention à remettre les priorités : l'un des éléments centraux est la question des salaires, la question de l'emploi industriel avec une multitude de restructurations qui s'accélèrent dans l'auto, l'aéronautique, l'énergie avec GE. On doit donc faire le lien entre ce que nous portons nationalement avec notre projet de convention collective. la bataille industrielle et les réalités auxquelles sont confrontés les camarades sur le terrain. Pour ce qui est des journées d'actions, on n'a pas le droit de rater le 5 octobre. C'est une étape pour gagner le 25 novembre et un processus de mobilisation avec les autres OS qui appellent au 5 octobre et vont faire des propositions pour la suite. Mais ensuite, notre priorité, c'est le 25 novembre. Les UIMM accélèrent partout les négociations territoriales. On a un patronat de la métallurgie qui essaye d'anticiper une négociation qui nationalement n'est pas encore terminée. Le matériel adressé aux camarades doit aider à mettre en lumière ce qu'il se passe sur les territoires. Cela ne peut pas rester en vase clos. On doit le faire connaître, y compris auprès des autres OS en territoires et ça peut y compris mettre les autres centrales syndicales en porte-à-faux. Et peut-être qu'en territoires et dans les entreprises on pourra gagner sur l'unitaire qu'on n'a pas réussi nationalement. Cette négociation est loin d'être terminée. J'espère que le 25 novembre sera un tremplin et je suis optimiste dans la période. Il y a des choses intéressantes qui se passent, il y a des luttes importantes sur l'emploi, notamment les fonderies qui sont loin d'avoir baissé pavillon. Par exemple à la SAM, on attend ce que va statuer le tribunal et ils pourraient repartir en grève selon ce qui va en sortir. Les Fonderies de Bretagne sont aussi loin d'avoir abdiqué. MBF continue

de porter un projet. Les Fonderies du Poitou continuent à se battre. Outre les luttes dans l'auto, il y a des luttes sur les libertés syndicales. Et on peut saluer le premier succès aux Fonderies de Bretagne avec le refus de licenciement par l'inspection du Travail de notre camarade. Et dans la période, ca permet de faire la démonstration que l'action syndicale n'est pas une action criminelle, mais une action qui va dans le sens de l'intérêt des salariés et de l'intérêt général. On vient aussi de gagner chez Constellium où Christian Lacoste et ses camarades ont été blanchis de tout. Il n'y a rien à lâcher dans la période. Par ailleurs, le Congrès d'industriAll Global Union vient de se tenir sur deux jours. Les organisations progressistes, par le biais du groupe d'Annecy et du groupe de Paris ont réussi à faire évoluer les choses de manière significative par rapport à il y a 3 ans, et ce avec une CGT prenant une part importante dans cette construction. Les organisations progressistes y deviennent la première OS devant IG Metall, devant les Japonais et les Etats-Unis. On voit que ce qu'on porte en termes de transformation de société commence à faire adhérer certaines organisations. Dans la période, on a besoin de continuer à pousser et de redonner des perspectives et de l'espoir. Véronique l'abordait, on a besoin de continuer ce travail ente fédérations. Les questions environnementales sont un élément central dans la période. Mais il y a d'autres sujets. Sur garanties

collectives, on a peut être manqué une étape et on aurait pu croiser avec d'autres fédérations confrontées aux mêmes problématiques : les cheminots, mines - énergie. On a besoin de poursuivre ce travail avec les fédérations avec des déclinaisons dans les territoires. On a besoin d'une CGT Métallurgie présente dans les instances interpro. Même si le contexte est compliqué, on a quand même une marge de manœuvre qui peut permettre de marquer des points et de faire reculer les prétentions du patronat de la métallurgie et globalement du gouvernement et de ses amis. On a besoin d'être optimistes et d'ouvrir des perspectives, chose que vous faîtes notamment avec tout le matériel de qualité qui est fourni. Selon Daniel Sanchez ; la fédération n'a iamais fourni autant de matériel sur garanties collectives qu'elle ne le fait aujourd'hui. On doit continuer à pousser et rapidement nous allons marquer des

Michel Ducret

Aujourd'hui les camarades de la Fonderie du Poitou sont en lutte et Denis Bréant est sur place pour les soutenir. Nous avons une actu chargée et un calendrier de luttes qui est établi de la part de la confédé et de la FD. Et on a aussi tout ce qui se passe dans les territoires. Je suis dans beaucoup d'AG et de nombreuses choses en ressortent. Il y a bien sûr le passe sanitaire. A chaque fois, j'essaie de couper court car si on passe une heure





là-dessus on ne parle pas du 5 octobre. Par ailleurs, ie commence à être fatiqué de cette situation de la CGT aujourd'hui pour plusieurs raisons. La première chose, nous sommes tous conscients que nos syndicats ont moins de moyens, moins de temps syndical et quand je vois qu'on a les AG d'UD, les AG d'UL auxquelles s'ajoutent nos AG d'USTM à gérer.... Il y a donc cette réalité d'une difficulté des militants aspirés qu'il va falloir trancher. On a mis six mois pour mettre au point une réunion des DSC dans la région avec 8 inscrits, et voilà qu'avec tout ceci on a dû annuler. C'est la réalité des territoires et la problématique de la gestion des priorités. La fédération a aussi raison de pousser sur garanties collectives et emploi industriel. On ne peut faire l'un sans l'autre. Le lien avec le 4 pages sera intéressant. Les journées d'actions comme le 5 octobre, ca vient un peu, mais on a du mal à ce que nos camarades écrivent un tract sur le 5 octobre. On a des difficultés à faire qu'ils s'imprègnent des revendications de l'entreprise et de la fédération afin qu'elles soient dans le tract. C'est là notre difficulté dans les groupes et syndicats. La machine est lancée par la FD, mais les syndicats ont du mal à emboîter le pas. C'est notre rôle et on a raison de mettre comme priorité la vie syndicale dans notre congrès fédéral. Il faut remettre la vie syndicale au cœur des préoccupations des militants parce qu'on est déconnectés dans certains syndicats. La question des visites des syndicats est importante. On voit que les camarades sont submergés et y compris parfois en souffrance. On a la question des journées d'étude, la note qui va sortir aux territoires et on va prévoir des réunions dans les USTM pour avoir le même front commun dans les départements. Enfin, la conférence régionale aura lieu les 20 et 21 octobre. Et ce sera un tremplin pour le 25 novembre car d'ores et déjà on voit des syndicats qui commencent à remplir les bus et une dynamique se met en place.

Laurent Trombini

Sur environnement et industrie, nous sommes trop encore aujourd'hui sur la défensive. Ce n'est pas lorsque le patron annonce la fermeture de la boîte qu'on peut aller dessus. Nous avons un travail à faire pour montrer qu'on peut être force de propositions à tout moment, et surtout quand les boîtes vont bien. Et c'est cela qui aide lorsqu'il y a des luttes défensives afin qu'elles deviennent des luttes offensives et qu'on entraîne les salariés avec nous. Il faut vraiment forcer cette réflexion, or nous sommes à la traîne là-dessus. Concernant la revalorisation du Smic. il faut quand même faire attention au discours. On ne peut dire à lonqueur d'année que des millions de salariés sont à 10 euros près et dire que les 35 euros de revalorisation ce n'est rien. Ce discours ne sera pas compris par les gens. Et en même temps, on ne peut pas dire non plus qu'on va faire plus de smicards parce que les salaires ne sont pas revalorisés. Ces discours nous mettent en contradiction permanente. Il faut arriver à tenir les deux dimensions : l'évolution de carrière. les déroulés c'est important mais cela nous ramène aux augmentations en sommes fixes. Il faudra quand même le clarifier. Sur les négociations sur la convention collective, le collectif travaille effectivement. Mais on rame à trois ou quatre pour son animation. On a un plan de travail très conséquent, mais après il faut le mettre en œuvre. Le 4 pages, par exemple, nécessite beaucoup de travail. Il faut donc étoffer le collectif. mais pas seulement avec des noms, mais en ayant des camarades qui peuvent s'investir au-delà de la réunion hebdomadaire. Sinon ce n'est pas la peine. Concernant la chronologie, il y a le 25 novembre qui est un objectif majeur pour la fédération. Il faut le réussir, sinon ça hypothèque toute la suite et notamment quand ca sera décliné dans les territoires. C'est donc notre priorité, et en même temps il y en a une autre : celle de préparer la suite. C'est aussi à construire aujourd'hui. La suite, c'est quoi ? Si les autres OS signent - et il en suffit de deux - on aura des réunions en territoire que les UIMM ont déjà anticipé. Des réunions seront convoquées dans les grands groupes avec des calendriers de négociations de tous les droits. Ca veut dire qu'il faut qu'on outille de façon très précise les camarades en territoires et ceux qui vont négocier dans les boîtes.

Et donc le plus gros de notre travail est à venir et ce bien qu'on ait fait un travail colossal pendant 5 ans. Il ne faut donc pas prendre de retard sinon on va être assaillis et on sera incapables de répondre. Et je redoute que l'on ait des syndicats CGT qui signent cela car ils seront soumis à des pressions incroyables. Je renouvelle donc l'appel d'Amar pour renforcer ce collectif, mais en ayant conscience de ces réalités.

Monique Garin

Je partage ce qui a été dit sur l'actu. La semaine dernière s'est tenu un bureau de l'UFR, et nous sommes partie prenante sur les trois dates proposées. Pour cela, nous avons fait éditer une banderole et des badges que l'on a expédiés à chaque secrétaire UFR des régions avec un courrier pour les mobiliser sur ces trois dates. Concernant la vie syndicale, l'objectif de la fédération est d'être aux 100% pour le congrès. Du travail a été fait et nous enregistrons une progression des règlements en date à date par rapport à l'année précédente. Nous pensons que l'objectif 2020 est atteignable. Toutefois, nous allons envoyer un courrier aux syndicats car à ce jour il manque encore 4934 FNI. Il y aurait trois régions à cibler : les Hauts-de-France, l'Ile-de-France et l'AURA. Ces trois régions représentent 3000 FNI. On cible 30 syndicats en Ile-de-France, 24 en AURA et 10 en Hauts-de-France. Soit un total de 64 syndicats. Parfois, on est interpellés par des camarades qui disent que leur chèque est sous le coude à Cogétise. Actuellement, le personnel a été renforcé à Cogétise. Elles sont 5 contre deux précédemment. Mais il y a beaucoup de déchets par rapport au remplissage des bordereaux. Et le non encaissement est lié à ces bordereaux non remplis, par exemple en raison de l'absence du code du syndicat ou encore des syndicats qui apparaissent en zéro réglés mais qui ont réglé avec un autre code. Pour ailleurs, on préconise la déclaration par internet. Des syndicats le font mais n'envoient le chèque que 2 ou 3 semaines plus tard. Or quand le chèque arrive, s'il ne mentionne pas de quoi il s'agit on ne peut l'identifier. Il est important donc que nos camarades et les trésoriers

soient très vigilants au remplissage des documents. Si on s'y met, on atteindra les 100% pour février 2022.

Stéphane Flégeau

La semaine dernière, nous avons tenu notre AG en territoire. Pour la semaine de déploiement, nous avons acté le ciblage d'usines pour distribuer les infos sur la convention collective et faire signer la pétition. Nous avons déjà réservé des billets de train pour le 25 novembre. Un des enieux est d'amener des syndiqués mais aussi des salariés. Quand Boris dit qu'il faut faire sortir de l'anonymat ces discussions, l'un des enjeux est comment on gagne la bataille des idées auprès des salariés. Actuellement, nous sommes pris pour des extraterrestres quant à ce que nous disons en annonçant le pire. Bien évidemment, à côté de ce que nous dénoncons, il v a nos propositions sur chaque thème qui sont très concrètes. Hier encore, nous étions en négociation à l'UIMM sur protection sociale et rémunération, afin de parler de la question des discussions en territoires. Nous avons une réelle opportunité pour monter et démonter ce qu'est réellement cette négociation. On voit que les autres délégations découvrent concrètement ce qu'il va se passer et qu'il va y avoir des pertes de rémunération pour les salariés. Ils se demandent comment garantir les choses pour ne pas perdre de rémunération. Avec la semaine de déploiement, le 25 novembre et tous les différents écrits on a le devoir de faire la démonstration que la réalité est celle-ci et que d'autres choix sont possibles, mais qu'elle passera par la mobilisation du plus grand nombre. Et les autres OS se demandent comment elles vont faire pour vendre cela aux salariés. On va donc avoir une note aux USTM pour avoir une cohérence nationale pour les discussions en territoires. Mais la première étape en territoires est de faire un comparatif entre l'existant et ce qui potentiellement arriverait. Il s'agit de sécuriser ce qui pourrait être perdu pour que ce soit l'ensemble des salariés qui en bénéficient si le dispositif conventionnel se met en place au 1er janvier 2024. A ce jour, les seules discussions que veut avoir le

patronat en territoires c'est pour ceux qui sont déjà salariés de la métallurgie. Dans tous les cas de figures, pour ceux qui seraient embauchés à partir du 1er janvier 2024, il n'y aurait plus de prime différentielle etc. Ca n'existera pas. Donc tout le monde est concerné : les salariés, les futurs salariés. Ceci est primordial et je suis convaincu que dans les territoires ca va être n'importe quoi. Hier nous discutions de l'accord qui doit cadrer ces discussions en territoires et à ce jour il n'v a toujours pas d'accord. Les discussions s'engagent en territoire et il n'y a pas d'accord sur comment doivent se faire les discussions...De plus, il y a des baronnies de l'UIMM avec des désaccords sur ce qu'ils vont garder en territoires ou pas. Mais à la fin, il n'y aura plus de toute façon qu'une seule convention collective. Ceci donne encore plus de crédit à ce que nous portons sur les rémunérations et notamment la question des minima qui seront nationaux dans le futur si ca se met en place. Sachant que notre revendication est un début de grille à 1800 euros et nous avons fait une déclaration s'appuyant sur ce que nous venons de nous dire ; résultats du CAC 40. l'augmentation des marges. Et ici on se retrouve avec une construction de minima qui s'appliquerait au 1er janvier 2024 où est déjà au niveau du Smic réévalué de ce mois d'octobre. On a toute une série d'éléments qui nous permettent d'aller au débat avec les salariés et qui fait le lien avec la réalité de leur vécu. Par exemple, si je prends mon entreprise, un quart des salariés vont se retrouver au Smic en octobre. Ceci nous amène à lier la situation réelle des salariés avec le 5 octobre et le 25 novembre. Nous avons édité plusieurs supports de communication, notamment celui lié à la fiche de paie. Nous avons besoin d'amener ces éléments aux salariés et il faut que les camarades se les approprient. Par exemple, la prime d'ancienneté c'est concret. Un travail peut être fait là-dessus et d'autres éléments. C'est pourquoi nous essayons de créer un tempo pour le 5 octobre et le 25 novembre. Et la première étape, c'est déjà la semaine de mobilisation et de déploiement la semaine prochaine

ainsi que la construction du 5 octobre.

Ludovic Bouvier

L'UIMM de Valenciennes nous a convoqués en juin. A plusieurs reprises maintenant, ils ont organisé un atelier pour nous expliquer comment ils évalueraient les classifications d'un salarié. Ils disent clairement ne plus prendre en compte le diplôme, mais pas plus l'expérience car la standardisation des postes n'a pas besoin de réaffirmer que l'expérience est nécessaire. Ils démontent tout, car de plus ils peuvent tout interpréter en territoires. L'UIMM nous a précisé que les conventions collectives territoriales prendront fin au 30 septembre 2022. Le nouveau dispositif doit prendre progressivement le relais. Ce ne sera pas au 1er janvier 2024, car déjà aujourd'hui dans certaines entreprises. ils avancent. Ca commence par la dénonciation des accords les plus favorables. Pour cela, ils ont dépêché des équipes pour aider les employeurs. Il faut donc armer très rapidement nos camarades pour éviter que les accords soient dénoncés. Nos camarades vont vraiment avoir besoin qu'on les aide dans les syndicats. On travaille donc des fiches et des outils relativement simples. Et dès maintenant, il faut aller voir nos camarades pour les alerter que le 30 septembre 2022 sera une date butoir pour eux. Il ne nous reste donc qu'un an. Dans les conditions actuelles, exiger le maintien des conventions collectives territoriales avec les acquis sur rémunération, conditions de travail, temps de travail. Or on sait que souvent la revendication principale n'est pas le salaire mais les conditions de travail, car elles impliquent la santé, qui elle ne s'achète pas.

Stéphane Flégeau

A propos des rencontres qui ont lieu en territoires, je précise qu'au niveau national hier toutes les OS ont exigé que soient attribués des moyens pour que les camarades puissent y participer et les préparer.



Michel Ducret

secrétaire fédéral

omme vous le savez, suite à la situation sanitaire nous avons été contraints de reporter notre congrès qui se déroulera à Montpellier du 31 janvier au 4 février prochain, décision validée lors du CEF du 12 novembre dernier. L'actualité est chargée et nous devons tout tenir y compris la préparation du congrès fédéral, temps fort pour les syndicats et notre fédération. Nous entrons dans la dernière ligne droite, les visites de syndicats, conférences régionales et AG d'USTM permettront d'en débattre avec nos syndiqués. Nous avons subi un report, mais malgré tout la préparation de celui-ci était bien engagée puisque cette décision a été prise au CEF du 23 novembre 2020. Par conséquent, nous avions déjà présenté les documents statutaires comme le bilan d'activité et le document préparatoire puisque ceux-ci ont été présentés lors du BF du 9 septembre, puis validés lors du CEF du 15 septembre 2020.

Sur le bilan d'activité

L'activité de la fédération ne s'étant pas arrêtée pendant la période de confinement, bien au contraire, nous avons donc décidé de réaliser une annexe que vous trouverez en fin de document du bilan d'activité dans vos pochettes ou dans le lien qui vous a été envoyé hier par courriel. Cette annexe qui concernera donc la période du dernier trimestre 2020 et le premier semestre 2021 sera envoyée sous forme de 4 pages dans les syndicats puisque le bilan d'activité a d'ores et déjà été envoyé dans les syndicats par le biais du Mensuel de la métallurgie d'octobre 2020. Comme vous le verrez, nous avons mis en avant l'organisation de la maison fédérale avec notamment le maintien des réunions statutaires par la mise en place de visioconférences, réunions téléphoniques etc. Une nouvelle organisation était nécessaire pour répondre aux multiples sollicitations des syndicats. Le patronat, lui, n'a pas désarmé, bien au contraire. Pire, il a profité de cette période pour faire des annonces de PSE, fermetures de sites dans bon nombre de filières telles que l'aéronautique, l'automobile etc. Les négociations sur le nouveau dispositif conventionnel ont également été maintenues par l'UIMM pendant cette période. Et il a fallu s'organiser pour assurer une présence constante. Les débats de ce matin ont été fructueux sur ces sujets. Nous avons intégré dans ce document les activités pour chaque secteur de la fédération et le BF du 8 septembre 2021 a permis de rajouter quelques sujets supplémentaires. Nous avons donc à débattre et à valider cette annexe du bilan d'activité aujourd'hui.

Sur le document préparatoire

Celui-ci a été validé au BF et au CEF en septembre 2020. Par contre, celui-ci n'a pas été envoyé dans les syndicats. Lors du BF de la semaine dernière, nous avons vérifié le contenu du document qui intégrait déjà la situation sanitaire. Après réflexion, le BF propose de ne pas faire de rajout dans ce document, mais préfère plutôt envoyer le document dans les syndicats de façon à ce que ceux-ci puissent l'amender. Une plateforme sera mise en ligne à partir du 1er octobre de façon à recenser les amendements, et un dispositif de camarades sera mis en place sous la responsabilité du secteur politique revendicative. Une fois validé, nous enverrons le document préparatoire au congrès, l'annexe au bilan d'activité, l'appel à candidature dans les syndicats par le biais du Mensuel de septembre. Parallèlement, nous aurons un envoi groupé par e-mail spécial 42e Congrès où nous adresserons à nos syndicats le bilan d'activité et son annexe, le document préparatoire, l'appel aux candidatures, le dossier du mandatement, la liste des hôtels et l'ouverture de tribunes de discussion.

Sur la tribune de discussion

Comme prévu dans nos statuts, les débats avant le congrès seront enregistrés puis lancés par une adresse e-mail dédiée : tribunedediscussion@ftm-cqt.fr

Les syndiqués et syndicats seront donc invités à envoyer à cette adresse l'ensemble des sujets qui portent la discussion. Le lancement de ces sujets se poursuivra par un dispositif mis en place et intégré dans nos publications officielles, le Mensuel des métallurgistes à partir du numéro d'octobre. Les membres du BF, du CEF, les animateurs fédéraux en territoires sont à disposition pour participer à des débats avec des syndiqués, pour contribuer à l'organisation de rencontres départementales ou régionales afin d'enrichir notre tribune. Comme annoncé lors du dernier Conseil National, nous aurons à valider ensemble la modification des statuts qui sera présenté au BF du 6 octobre puis au CEF du 14 octobre prochain.

Sur l'appel aux candidatures

Le collectif politique de cadres a entamé un plan de rencontre de la direction fédérale sortante et nous avons la responsabilité de proposer de nouvelles candidatures pour la prochaine mandature, sachant que nous avons validé au CEF une direction fédérale à 60 membres. Vous comprendrez que nous devons toutes et tous nous engager dans la préparation de notre 42e Congrès. Un congrès bien préparé est un congrès réussi!

Discussion

Abdelaziz Bouabdellah

Il faut noter que la question du mandatement sera aussi déterminante dans cette phase de préparation du congrès.

Michel Molesin

Une remarque sur la forme du document ; dans le paragraphe sur la formation syndicale, on a laissé une partie intitulée « norme annexe », ce titre devrait être retiré...

Stéphane Flégeau

L'idée est que les syndicats amendent le document préparatoire afin qu'il devienne le document d'orientation. En ce qui concerne la plateforme qui sera mise en place pour ce congrès-ci, il y a quelques changements qui doivent permettre d'avoir plus facilement des amendements et de rendre plus vivant les enrichissements au document préparatoire. En ce sens, il y aura

une note explicative qui détaillera comment les syndicats peuvent accéder à la plateforme, déposer leurs amendements, voir l'évolution du traitement des amendements. Ce sera beaucoup vivant que cela ne l'a été auparavant et on le laissera vivre le plus longtemps possible. Et ceci n'empêchera pas les camarades déléqués de pouvoir déposer des amendements jusqu'à dernier moment ainsi qu'il est prévu dans les statuts. Cela a déjà été expérimenté dans d'autres fédérations et ça a permis à un plus grand nombre d'amendements de remonter. C'est à faire savoir lors des AG de syndicats. On a souligné l'importance de la vie syndicale et ça commence par faire vivre le syndicat et que ce congrès soit bien le congrès des syndicats. La crise sanitaire est prise en compte dans le document préparatoire, il y a besoin de rajouts

mais nous faisons confiance aux syndicats pour le faire.

Grégory Lewandowski

Je suis favorable à l'idée de ne pas rajouter des choses dans le document, mais de l'envoyer en insistant pour que les syndicats fassent vivre le document par les amendements.

Amar Ladraa

Nous sommes à un tournant. L'objectif, c'est que le congrès soit une réussite et l'une des clés de cette réussite sera de gagner l'implication des syndicats par la participation, mais aussi la préparation. Pour cela, il faut que la désignation des délégués se fasse dans les meilleures conditions démocratiques, que ce soit dans les syndicats pour les délégués directs ou les délégués groupés désignés lors d'AG. Dans le contenu, comment les syndicats s'impliquent dans la

préparation. Il ne faut pas que ce soit un congrès avec un débat d'initiés. Il faut donc gagner la participation d'un maximum de syndicats. Il nous reste 4 mois. On s'est fixé un objectif ambitieux de 600 délégués à désigner d'ici 4 mois. La direction que nous devons avoir au niveau de la direction fédérale. c'est comment on va croiser entre l'actualité, la bataille qu'on va mener autour des actions, de la manif du 25 novembre et la préparation du congrès. Souvent on a du mal dans la gestion des priorités. Si on ne fait pas attention et qu'on ne participe pas aux AG de prépa dans les territoires, on risque de passer à côté du congrès. La direction fédérale a ici un rôle important à jouer. Il faut que les syndicats se sentent intéressés par ce congrès, qu'il leur soit utile. On a une opportunité avec les négociations et la manif du 25, mais il faut travailler le tout ensemble et c'est la difficulté.

Michel Ducret

On remet en place la tribune de discussion. Elle existait jusqu'au 39e Congrès et à chaque fois il y avait des interventions, des écrits de syndicats. Ces tribunes de discussion étaient publiées dans le Courier fédéral. Cette fois, nous avons souhaité la remettre en place en ligne et dans le Mensuel. Charge à nous d'impulser cela sur les remontées de débats qu'il pourra y avoir. Dans ma région des délégués

directs ont déjà été désignés. On va essaver d'avoir une rencontre avec ces délégués pour débattre du document d'orientation. Par ailleurs, j'ai quelques autres informations sur la préparation du congrès. La situation que nous vivons avec le Palais des Congrès de Montpellier doit être connue de la CGT en général. Le report du congrès a généré une pénalité de 10% sur l'acompte versé. Il a fallu se battre pour essaver de la faire annuler. Ca a été très compliqué avec le Palais et depuis les tensions se sont accentuées. A chaque déplacement de préparation sur place, on a un interlocuteur différent, ce qui oblige à redémarrer à zéro, mais aussi la moindre demande, comme l'installation d'une prise électrique se traduit par une facture alourdie. Cela devient de plus en plus compliqué. Lors de la dernière entrevue, il a fallu que je me fâche car ils contredisaient le contrat signé. La deuxième info porte sur l'exposition commerciale et industrielle. Nous avons sollicité les groupes pour exposer les savoirfaire durant la période du congrès. Là encore, nous avons des refus de plus en plus systématiques de présence au congrès. Ici j'en appelle aux DSC et coordinateurs dans la salle, car on a besoin d'aide là-dessus. Le collectif de préparation se réunissait tous les mois et on va accélérer la cadence. Enfin, on rencontre la NVO de façon à ce qu'il y

ait une prestation de la NVO, au moins sur la partie écrite.

Noël Kouici

Pour la nouvelle mandature, il faut prendre en compte les moyens des membres du CEF. Par exemple, je ne dispose que de 28 heures de délégation et elles sont explosées et on m'a quand même reproché hier que les deux fois où je ne suis pas venu, je n'y étais pas. Et quand aura lieu la discussion sur le comment s'est passée la mandature, car je n'ai pas encore eu l'entretien.

Grégory Lewandowski

Il importe en effet d'avoir un retour avec la direction actuelle car c'est très important de le faire. Il faut qu'on pose la question des moyens et aussi par exemple pourquoi nous sommes si peu nombreux aujourd'hui, ceci afin qu'on tire un bilan et qu'on regarde comment on fait demain. Je pense que l'étape de retour et d'échange avec chaque camarade de la CE est primordiale.

Abdelaziz Bouabdellah

Nous avons un collectif politique des cadres qui a une feuille de route sur cette question et pour rencontrer l'équipe actuelle pour savoir qui souhaite reconduire ou pas. Quelles ont été les difficultés rencontrées et pour quel rôle à la Commission exécutive. On s'est rendu compte qu'il y a des inégalités dans la participation à la vie de la fédération entre les membres du CEF. C'est pourquoi on a aussi pris la décision ici de réduire la direction fédérale. On a eu le départ de 6 camarades durant la mandature pour des raisons diverses. Certains pour des raisons personnelles, d'autres parce qu'ils ne s'y retrouvaient pas car une dimension nationale n'est pas d'une même nature. On va donc aussi travailler ces aspects, ceux des moyens car on voit que ça bloque de plus en plus de la part des directions sur ces questions. L'appel à candidature n'est pas encore parti. Des débuts d'échanges ont déjà eu lieu avec certains camarades, maintenant nous sommes dans la continuité. C'est



Denis Leblanc qui est responsable de l'animation du collectif politique des cadres. Et on va engager ensemble la construction d'une direction fédérale la plus efficace.

Ludovic Bouvier

Sur l'expo industrielle, il serait effectivement intéressant que des camarades interviennent auprès de leurs directions. La situation est tendue et le fait de prendre ce genre de décisions n'est jamais anodin pour eux. Cela pourrait bien présager de nouvelles attaques contre nos militants. Il faut donc s'en inquiéter car en général ils ne refusaient pas jusqu'à présent. Il est important de le mesurer et que nos camarades nous rendent assez fidèlement les discussions qu'ils auront eues avec leur tôlier afin qu'on ait une analyse. Tout ceci n'est pas anodin et il faut le regarder de près.

Ouria Belaziz

Concernant les mandats que l'on a au CEF. Je pense qu'il n'y a pas d'élites dans les militants. Mais déjà les mandats, ce n'est pas facile. Et puis, on peut avoir des personnes qui se mettent en lumière et d'autres que l'on voit moins, mais parce qu'ils viennent ici rapportent et dans leur boîte et dans leur groupe. La fédération m'a apporté et j'ai pu porter des camarades dans ma boîte, mon groupe. On n'est pas tous identiques dans un collectif, mais on chemine et la CGT est une grande école qui permet de grandir. On voit peu les femmes et les jeunes, mais il ne faut pas se rater sur ce qu'on veut dans le CEF. Par contre, quand Noël dit qu'il faut qu'on ait des moyens, ces moyens c'est de la lutte aussi, alors essayons d'être plus attentifs maintenant. Si des militants viennent à la FD, pour moi c'est déjà gagné, même s'ils ne font qu'un mandat.

Noël Kouici

Sur le CEF, quand on a des entreprises en difficulté, il faudrait que le CEF puisse se faire à l'endroit même où les camarades sont en difficulté. Délocaliser une CE sur un site en lutte, ça peut être énorme pour les camarades.

Grégory Lewandowski

Je partage l'idée qu'il n'y a pas d'élite et le bilan qui sera fait devra être aussi partagé avec le collectif formation syndicale de sorte que ce retour soit partagé pour le module de formation des nouveaux membres du CEF.

Stéphane Flégeau

Qu'est-ce que le rôle d'un membre du CEF? C'est la question qu'on se pose en y arrivant. Quand on ne connaît pas la FD, cela peut paraître lointain ou flou. Il faut voir aussi comment on accompagne les camarades qui arrivent. Des plus anciens au CEF peuvent aussi aider les nouveaux arrivants. C'est l'essence de la CGT d'être dans l'aide et l'entraide et ca en fait partie. Les entretiens avec les différents membres du CEF sont très importants. Chacun est dans une entreprise, un groupe, un territoire et la FD s'attache aussi à avoir cet équilibre entre les filières, les territoires, hommes, femmes, jeunes etc. La FD représente la diversité de ces éléments. C'est un moment important quand on vient au CEF et en lien aussi avec un collectif fédéral. Les collectifs sont aussi un moyen d'intégrer un peu plus la vie de la FD. Etre membre du CEF, ça ne se limite pas à une réunion mensuelle. C'est aussi le lien entre la FD, les syndicats, les territoires. C'est donc un rôle primordial.

Laurent Trombini

Quelques remarques sur la future direction fédérale. Il y a quand même un point à faire sur la participation des membres sortants. On ne peut proposer à nouveau des camarades qui ont eu une très très faible participation. Pour les nouveaux, il faut qu'ils aient un parrain / marraine parmi les membres du CEF sortant et qui est reconduit. Pour l'expo industrielle, chez Thales ça devient de plus en plus compliqué. Mais ça l'est d'autant plus quand des représentants de fédérations, d'UD, de la confédé ou de l'UGICT sont déjà passés avant. Il faut donc être vigilant

sur cela et aussi sur comment ça se passe. Lors du précédent congrès, on avait dit que des écoles viendraient etc et ça n'a pas été le cas. Thales a fait l'effort d'envoyer deux personnes au stand or durant trois jours ils n'ont vu personne. De cette manière, on gâche des choses.

Michel Molesin

Sur l'exposition Airbus, la direction se réfugie aussi derrière l'expérience malheureuse du congrès confédéral à Marseille où une grosse maquette Airbus a été volée... Ils ont maintenant une excuse toute trouvée pour nous renvoyer dans nos buts. Sur la direction fédérale, c'est mon premier mandat et je suis d'accord sur le fait d'accompagner car si on rate le départ, c'est toute la mandature qui est compromise. Il faut aussi anticiper des choses et la structuration des collectifs doit se réfléchir en amont. Pour cela, il faudrait être proactif avec les camarades voulant intégrer la direction fédérale.

José Doliguet

Pour l'exposition industrielle, on pourrait aussi regarder du côté des PME et TPE.

Norbert Cordray

C'était mon premier mandat et je suis représentant de la branche du froid. C'est un métier qui manque de techniciens. L'idée n'est pas seulement d'élire mais aussi de former. On peut réunir les nouveaux élus pour les former et c'est peut-être à ce moment qu'il faut faire le recueil des collectifs à intégrer.

Amar Ladraa

Sur la politique des cadres, le collectif a un rôle de plus en plus important à jouer. Je suis inquiet sur la question de l'évolution de nos camarades. On a de plus en plus de camarades qui à un moment décident de quitter leur entreprise pour travailler dans un autre domaine. C'est à prendre en compte et s'y adapter. Les autres OS ont moins ce problème car de plus en plus, ils ont des permanents. Nous avons fait le



choix important pour notre fédération d'avoir des camarades dans leur entreprise, mais c'est plus compliqué. Et quand des camarades partent, comment fait-on pour rebondir?

Frédéric Sanchez

On ne peut pas dissocier la construction de la future direction fédérale d'avec l'évolution de l'organisation CGT. D'accord avec Ouria, il faut désacraliser ce que veut dire être membre de la direction fédérale aujourd'hui. Nous ne sommes plus dans la même configuration qu'il y a dix ans. La société a évolué, le salariat a bougé et on a besoin d'adapter notre organisation à cette évolution. Si on reste sclérosé, on va passer à côté de quelque chose. On doit aujourd'hui avoir une réflexion sur la place et le rôle des territoires. On doit mettre la dimension territoriale dans l'évolution de la CGT. On voit qu'aujourd'hui beaucoup de décisions se prennent à l'échelle des territoires, notamment des régions, et on a besoin de rééquilibrer les moyens pour donner la possibilité à certaines régions de prendre la place qu'elles doivent avoir. C'est une question qu'on va devoir traiter dans la métallurgie, mais plus largement dans la CGT. On n'a plus les mêmes moyens qu'auparavant, notamment dans les grands groupes. On doit donc s'adapter à cette évolution et on doit l'intégrer dans la construction de la

future direction fédérale. On a besoin d'une structuration pour être au service du monde du travail de l'ouvrier au cadre. Nous sommes dans la phase de construction, on a approché de nouveaux camarades pour être des propositions de candidatures. Maintenant, il faut faire en sorte qu'ils arrivent dans les meilleures conditions. L'idée d'un parrain / marraine pour les accompagner les premiers mois, pourquoi pas. Mais j'insiste sur le fait que cette construction de la direction fédérale ne peut pas être dissociée de l'évolution CGT dans son ensemble. Les propositions faites aujourd'hui vont dans le bon sens et on doit créer les conditions pour arriver au congrès avec une direction en ordre de bataille. Et évidemment, ce sera aux congressistes de valider ou pas les propositions qui seront présentées au congrès.

Eric Gereaud

Il y a des évolutions dans la CGT et du turn-over dans les boîtes. On voit des responsables syndicaux partir de leur entreprise et le syndicat tombe à l'eau. Il faut donc une réflexion dans la CGT pour voir comment on va éviter ce genre de situation. Pour le CEF, je pense qu'on a effectivement besoin d'être accompagné et peut être mieux expliquer ce qu'on attend d'un membre du CEF. On peut aussi peut-être aussi l'aborder par le biais de la formation.

Michel Ducret

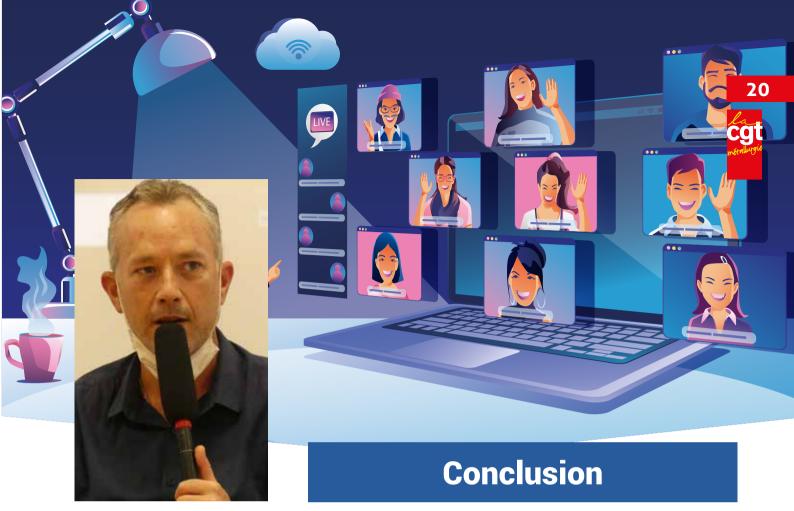
Sur l'expo, je partage ce que dit Laurent et il faut qu'onpuisse se parler entre organisations CGT. Nous avons la particularité de travailler avec Audience qui gère les congrès de la CGT. La fédération gère certains groupes et Audience d'autres. Que l'UGICT fasse cela, c'est problématique. Ca montre aussi que la CGT est incapable de s'organiser sur ce genre de demandes. Evidemment, on va aussi rencontrer les entreprises en territoires pour exposer les savoir-faire, y compris les PME. Essayons de travailler à avoir un maximum d'entreprises présentes.

Abdelaziz Bouabdellah

Pour rappel, le 18 novembre nous aurons un CEF qui abordera une première approche de la direction fédérale et les critères.

Vote

1 Le CEF décide d'envoyer l'annexe au bilan d'activité, le document préparatoire qui est proposé à l'amendement et l'appel à candidatures, ainsi que d'ouvrir « la tribune de discussion » sur le site.
2 Le CEF décide d'enlever le mot « annexe » dans la partie formation syndicale du document Voté à l'unanimité moins une abstention



Stéphane Flégeau secrétaire général adjoint de la Fédération

Je rappelle que le 13 octobre se tient une journée d'accueil pour les nouveaux élus sur l'histoire de la fédération et sa place dans les différentes luttes. Les débats de la journée ont été riches sur l'industrie et l'environnement. Un débat qu'il faudra pousser. Nous avons ensuite les temps forts qui ont déjà été actés avant les congés. La semaine d'action et de mobilisation du 20 au 25 septembre 2021. Du matériel est déjà à disposition pour la bataille sur la convention collective, mais d'autres matériels sont à venir. La pétition est un outil pour aller au contact des salariés, engager la discussion et préparer le 25 novembre. Cette semaine de déploiement doit aussi nous amener au 5 octobre. Plusieurs revendications sont portées autour du 5 octobre, et on y vient aussi avec les spécificités de notre branche, mais aussi les revendications de chaque entreprise. Et en lien avec l'augmentation du Smic, il faut que la fédération soit à l'offensive pour lancer des négociations sur les salaires dans les entreprises et les branches pour que les minima soient révisés le plus rapidement possible au vu de cette augmentation. C'est primordial et ça doit aussi faciliter la mobilisation du 5 octobre. Un 5 octobre précédé de la mobilisation des retraités le 1er octobre, et les actifs ont toute leur place dans cette mobilisation en tant que futurs retraités potentiels. La direction fédérale a aussi amené le fait de

réussir le 25 novembre, mais aussi de l'élargir à la question industrielle. Quand on voit la situation des différentes filières et les propositions faites par la CGT et l'état de la négociation sur la convention collective, nous avons le devoir de nous mobiliser et de mettre en avant les luttes en cours, de les amplifier, de faire savoir nos propositions. Sans oublier notre congrès fédéral qui se tiendra à Montpellier début février, avec la nécessité d'entrer concrètement dans sa préparation avec le mandatement. Il faut voir le plus tôt possible à la désignation des délégués et s'assurer qu'ils aient bien les moyens de participer au congrès fédéral. Et ici la question de la mutualisation de différents syndicats concernés peut de poser. Des délégués qui porteront les voix des syndicats suite aux débats qui auront lieu dans les syndicats, et ce en lien avec les documents préparatoires qui seront ouvert aux amendements en ligne à partir du 1er octobre.